

ASSOCIATION AGRIA
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES .
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2025

Mesdames, messieurs

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGRIA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Eric JUSTAL
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
de ROUEN
59, rue Desseaux
76100 ROUEN

Tél. 02 35 72 81 79 - Fax 02 35 03 08 41

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport du président et des autres documents adressés aux membres

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

ERIC JUSTAL
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
de ROUEN

59, rue Desseaux
76100 ROUEN

Tél. 02 35 72 81 79 - Fax 02 35 03 08 41

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Rouen, le 26 mars 2026

Eric JUSTAL

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
de ROUEN

59, rue Desseaux
76100 ROUEN

Tél. 02 35 72 81 79 - Fax 02 35 03 08 41

Comptes annuels

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilés	52 096	22 686	29 410	32 803
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériel et outillage	542 986	198 426	344 561	27 785
Autres immobilisations corporelles	84 998	27 193	57 805	12 964
Immobilisations financières				
Prêts	1 115		1 115	
Autres immobilisations financières	796		796	796
Total Actif immobilisé (II)	681 991	248 305	433 686	74 348
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approv.	25 270		25 270	22 444
Avances et acomptes versés sur commandes				9
Créances				
Usagers et comptes rattachés	155 848		155 848	153 209
Autres créances	327 814		327 814	10 486
Charges constatées d'avance	14 687		14 687	6 617
Divers				
Valeurs mobilières de placement	199 336		199 336	199 430
Disponibilités	712 013		712 013	482 666
Total Actif circulant (III)	1 434 968		1 434 968	874 861
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	2 116 959	248 305	1 868 654	949 209



Bilan

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
PASSIF		
Fonds propres sans droit de reprise	82 978	82 978
Autres fonds propres sans droit de reprise	82 978	82 978
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	403 430	310 573
Excédent ou déficit de l'exercice	107 446	92 857
Situation nette (sous-total)	593 854	486 408
Subventions d'investissement	395 074	51 581
Total des capitaux propres (I)	988 928	537 989
Fonds reportés et dédiés		
Total des fonds reportés et dédiés (II)		
Provisions		
Total des provisions (III)		
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	191 747	168 620
Dettes fiscales et sociales	237 542	181 121
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	383 717	
Autres dettes	66 721	61 478
Total des dettes (IV)	879 726	411 220
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	1 868 654	949 209



Compte de résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois
Produits d'exploitation		
Ventes de biens et de services	699 957	540 941
Ventes de biens	661	1 926
Ventes de prestations services	699 296	539 015
Produits de tiers financeurs	1 016 827	896 401
Concours publics et subventions d'exploitation	1 016 827	896 401
Repr. / amort., dépréc. et prov.		31 262
Autres produits	72	1 078
Total des produits d'exploitation (I)	1 716 856	1 469 682
Charges d'exploitation		
Autres achats et charges externes	883 593	757 084
Impôts, taxes et versements assimilés	9 726	7 749
Salaires	540 967	467 565
Cotisations sociales	165 237	168 577
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	12 306	6 771
Sur immob. : dotations aux amort.	12 306	6 771
Autres charges	151	866
Total des charges d'exploitation (II)	1 611 980	1 408 613
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	104 876	61 070
Produits financiers		
Autres intérêts et produits assimilés	8 229	7 236
Produits des cessions d'éléments financiers		16 465
Total des produits financiers (III)	8 229	23 701
Charges financières		
Intérêts et charges assimilées	3 499	2 577
Valeurs comptables des immo. financières cédées	94	2 344
Total des charges financières (IV)	3 593	4 920
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	4 636	18 781
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	109 512	79 851
Total des produits exceptionnels (V)		14 643
Total des charges exceptionnelles (VI)		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		14 643
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 066	1 637
Total des produits (I + III + V)	1 725 085	1 508 027
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 617 639	1 415 170
EXCEDENT OU DEFICIT	107 446	92 857
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
TOTAL		

Annexe



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : AGRIA

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 1 868 654 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 107 446 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'AGRIA est l'association qui gère le restaurant pour l'administration public.

Les membres de l'association sont tous les agents des Administrations de l'Etat et des établissements publics ayant conclu une convention de fonctionnement avec l'association, en activité ou en retraite, qui détiennent une carte d'admission au restaurant et ont acquitté un droit d'adhésion annuel.

L'association est dirigée par un Conseil d'Administration, élu par l'Assemblée générales des délégués.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2023-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode - Changement de réglementation comptable

L'exercice clos le 31/12/2025 constitue le premier exercice d'application du nouveau règlement ANC n°2022-06 relatif à la Modernisation des Etats Financiers ainsi que du règlement ANC n°2023-03 relatif à l'application de la modernisation aux organismes sans but lucratif.

Ce changement de réglementation, d'application obligatoire pour tous les exercices ouverts à compter du 01/01/2025, constitue un changement de méthode comptable relatif à la présentation des comptes.

Les principaux changements induits par ce nouveau règlement sont :

- La suppression de la technique des transferts de charges ;
- La redéfinition du résultat exceptionnel.

L'application de ces nouveaux règlements est uniquement prospective, de telle sorte qu'aucun retraitements n'a été opéré sur l'exercice N-1. Seules des modifications de présentation ont été opérées afin de respecter les nouveaux modèles de présentation des états financiers, et notamment :

- Regroupement des charges et produits exceptionnels ;
- Présentation des transferts de charges sur la ligne "Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions.

Par application du principe d'indépendance des exercices, les charges et les produits certains dans leur principe et dans leur montant sont rattachés au présent exercice, éventuellement par la comptabilisation d'une charge à payer, ou un produit à recevoir. Sauf





Règles et méthodes comptables

exception, et par simplification, la TVA sur ces provisions enregistrées à la date de clôture n'est pas comptabilisée. Ce mode de comptabilisation des provisions est sans incidence sur le compte de résultat de l'exercice, et présente sur les comptes de bilan une incidence non significative.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention particulière, les montants sont exprimés en Euros.

Changements comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	52 096			52 096
Immobilisations incorporelles	52 096			52 096
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	220 533	322 453		542 986
- Installations générales, agencements aménagements divers	35 159	48 077		83 236
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 762			1 762
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	257 454	370 530		627 984
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	796	3 000	1 885	1 911
Immobilisations financières	796	3 000	1 885	1 911
ACTIF IMMOBILISE	310 346	373 530	1 885	681 991

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	19 293	3 393		22 686
Immobilisations incorporelles	19 293	3 393		22 686
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	192 748	5 678		198 426
- Installations générales, agencements aménagements divers	23 598	3 235		26 834
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	359			359
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	216 706	8 913		225 619
Total	235 998	12 306		248 305

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 500 260 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 115	1 115	
Autres	796		796
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	155 848	155 848	
Autres	327 814	327 814	
Charges constatées d'avance	14 687	14 687	
Total	500 260	499 464	796
Prêts accordés en cours d'exercice	3 000		
Prêts récupérés en cours d'exercice	1 885		

Produits à recevoir

	Montant
Clients - factures à établir	88 472
Rrr a obtenir	4 175
Charges sociales - produits à recev	1 122
Total	93 769

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 879 726 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	191 747	191 747		
Dettes fiscales et sociales	237 542	237 542		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	383 717	383 717		
Autres dettes (**)	66 721	66 721		
Produits constatés d'avance				
Total	879 726	879 726		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Frs factures non parvenues	6 389
Dettes provis. pr congés à payer	47 721
Personnel - autres charges à payer	29 174
Charges sociales s/congés à payer	17 301
Charges sociales - charges à payer	565
Clients - à rembourser	1 818
Total	102 968



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	14 687		
Total	14 687		